

Certifié exécutoire,
compte tenu de la transmission
en Préfecture
Le 05 FEV. 2024
de la publication
Le 05 FEV. 2024

**CONTRAT
PORTANT SUR**

24 - 040

**REPARATION ET CHANGEMENT DE PNEUMATIQUES
BALAYEUSES, PL ET ENGINS DE CHANTIER**

POUR LA COMMUNE DE CHOISY LE ROI

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Raison sociale : **PARAY PNEU**

Numéro SIRET : **388 029 043 00014**

Adresse : **124 AVENUE DE VERDUN**

Code postale : **91550**

Ville : **PARAY-VIEILLE-POSTE**

Téléphone : **0169847900**

Fax : **0160482440**

Courriel : **Paray.pneu@orange.fr**

Représentée par :

- Nom : **BERNARDINI**
- Prénom : **BRUNO**
- Qualité : **PRESIDENT**

agissant au nom et pour le compte de ladite société, en vertu des pouvoirs régulièrement conférés,

Ci-après dénommée « Le titulaire »,

ET

La COMMUNE DE CHOISY-LE-ROI, PLACE GABRIEL PERI – 94600 CHOISY-LE-ROI, enregistrée sous le numéro de SIRET 219 400 223 00018, et représentée par son Maire Monsieur Tonino PANETTA agissant en vertu de la délibération n°21.020 du Conseil Municipal en date du 10 février 2021.

Ci-après désignée « Le pouvoir adjudicateur »,

1. OBJET

Vente pneumatiques et accessoires, montage, pose et réparation tous types de pneumatiques

Lieu d'exécution de la prestation / Lieu de livraison du matériel :

CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL 100 QUAI PORT DE CHOISY 94600 CHOISY LE ROI

GARAGE MUNICIPAL 1-3 RUE EDOUARD BRANLY 94600 CHOISY LE ROI

2. PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

- 3. *Intervention à votre demande dans vos locaux avec un camion atelier*
- 4. *. Devis, bon de commande, bon de livraison*

5. DELAIS / DURÉE

Le contrat est conclu à compter de sa date de notification au titulaire et ce jusqu'au 31 décembre 2024. Il ne sera pas reconduit à son issue.

Délai d'exécution pour les travaux sur votre site 24H00

6. PRIX, MODALITÉS DE PAIEMENT ET FACTURATION :

Le contrat est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 5 000 euros HT

Accusé de réception en préfecture
094-219400223-20240205-DGST-24-040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Dépannage	Prix HT
Déplacement	60.00€
Main d'œuvre	65.00€

Le tarif des prestations est annexé au présent contrat.

Taux de TVA applicable 20 %

Le paiement s'effectuera par mandat administratif, suivi d'un virement au crédit du compte :

Prestataire	Code banque	Guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation (banque ville agence)
PARAY PNEU	30004	01812	00015110261	67	BNPPARB AHIS MONS

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Délai de paiement et financement :

Le paiement s'effectue par mandat administratif, suivi d'un virement.

Le marché est financé sur le budget principal de la commune.

Le délai de paiement est de 30 jours conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique et les intérêts moratoires sont ceux prévus à l'article L2192-12 du Code de la commande publique.

Présentation des demandes de paiement :

Les factures doivent être transmises par voie dématérialisée sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Hotline de Chorus au n° 04.77.78.39.57 ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro.

SIRET VILLE : 219 400 223 00018

Coordonnées du service financier du pouvoir adjudicateur :

Mairie de Choisy-le-Roi
Service financier
Place Gabriel Péri
94607 Choisy-le-Roi cedex
01.48.92.41.51
finances@choisyleroi.fr

Coordonnées du comptable assignataire

Monsieur le trésorier des finances
Trésor Public
3 rue du Verger
94310 Orly

La facture afférente au bon de commande devra faire apparaître :

- Le numéro et date d'émission de la facture
- Le nom ou la raison sociale du prestataire, son adresse, son n° de SIRET ou d'inscription au registre du commerce et des sociétés, et de TVA intracommunautaire
- Le numéro du compte bancaire ou postal
- Le numéro et la date du bon de commande/engagement
- La référence du contrat
- La date d'exécution de la prestation
- La dénomination précise de la prestation réalisée
- Le prix unitaire hors taxes de la prestation réalisé ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises (proratisés le cas échéant), ainsi que le montant de la taxe à payer (avec la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée)
- Le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix, le cas échéant

Toute facture non conforme à ces prescriptions est retournée au Prestataire pour redressement des anomalies relevées. Le délai de paiement ne peut commencer à courir qu'à compter de la date de réception d'une facture conforme.

7. CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Accusé de réception en préfecture
n° 219 400 223 2024 268-0057-24-046-C6
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Il est interdit au titulaire de diffuser, par quelque moyen que ce soit, les documents transmis par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché à toute autre entité que celles figurants sur les bons de commande.

Aucun renseignement, de quelque nature que ce soit, ne doit être donné par l'entrepreneur ou son personnel à des personnes étrangères au marché.

Tout manquement à ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché et d'éventuelles poursuites judiciaires.

8. PENALITES DE RETARD

Tout retard d'exécution / de livraison, entraînera l'application de pénalités de retard fixées à [50 euros TTC] par jour calendaire de retard excédentaire par rapport au délai fixé dans le présent contrat.

Les pénalités seront décomptées des factures (correspondantes) qui seront reçues par le pouvoir adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

9. RÉSILIATION

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat pour motif d'intérêt général sans avoir à verser d'indemnités au titulaire du contrat. Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

10. CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer, de la part du titulaire, doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : cession, fusion, restructuration), ce transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement

11. JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution du contrat, et à défaut de règlement amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
77008 MELUN Cedex

Fait en un seul original,

Le Prestataire,

À Paray-Vieille-Poste

Le Client,

À Choisy-le-Roi

Accusé de réception en préfecture 094-219400223-20240205-DGST-24-040-CC Date de télétransmission : 05/02/2024 Date de réception préfecture : 05/02/2024
--

Le 08/01/2024

Le _____

(Cachet de la société + signature)

SABL PARAY PNEU

124. av de Verdun

91530 PARAY-VEILLE-POSTE

Tél. 01.69.84.79.00

Fax 01.60.48.24.40

SIRET : 385 029 043 000 14

Nom : BERNARDINI

Prénom : BRUNO

Qualité : PRESIDENT

Le Maire



ANNEXE 1

PIECES OBLIGATOIRES À JOINDRE AU CONTRAT (par le titulaire)

☐ Un **extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés** : Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion **datant de moins de 3 mois**.

☐ Une **attestation d'assurance** : au titre de sa responsabilité civile et professionnelle (obligatoire en application de l'article L 241-1 du Code des assurances) valide pour la période contractuelle.

☐ Un **RIB** de la société.

☐ Une **attestation de vigilance (régularité sociale)** : délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise **datant de moins de 6 mois**.

☐ Une **attestation de régularité fiscale** : attestation (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales au dernier jour du mois précédant la date de signature du contrat.

☐ La liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

À défaut, communication d'une attestation indiquant que le prestataire n'emploie pas de salariés étrangers.

Le prestataire s'engage à fournir au client les documents listés ci-dessus, il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat, sur simple demande. Il en est de même pour les sous-traitants éventuels.

Ces documents peuvent être transmis par voie dématérialisée à l'adresse : marches.publics@choisyleroi.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400223-20240205-DGST-24-040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024